

Commission : Conseil Economique et Social (ECOSOC)

Question : Vers un cloisonnement du monde

Auteur : Somalie

Dans ce monde mis en péril par le renfermement des nations sur elles-mêmes, la recrudescence des inégalités est un processus inévitable. Les accords de libre-échange périclitent, l'ultra protectionnisme se reprend et l'augmentation du nombre de migrants est exponentielle.

La Somalie, écartée de tout processus de mondialisation, subit les idéologies imposées des pays occidentaux, l'accroissement de la pauvreté et les crises climatiques. Ainsi elle souhaite conserver l'instauration de la charia dans son pays dans un but commun à tous les musulmans : s'épanouir dans le respect de la volonté divine.

La délégation somalienne est donc favorable à un processus de démondialisation. En effet, elle s'oppose à l'influence occidentale qui découle de la mondialisation, représentant ainsi une menace pour les valeurs somaliennes. De plus, elle lutte pour une économie représentative de l'état islamique. Par exemple, selon la charia les transactions financières doivent se faire dans l'honnêteté, les investissements dans des activités "harām" sont condamnés et doivent laisser place à des activités dites "halāl" et la Mudarabah est partie intégrante du système bancaire islamique. Qui plus est la Somalie rejette les opérations militaires étrangères les considérant comme meurtrières de la souveraineté nationale et relevant d'une ingérence extérieure.

La Somalie accorde un grand intérêt aux démarches de circuits courts dans son pays. Effectivement, elle promeut une autonomie locale pour développer une économie respectueuse des règles islamiques en privilégiant le commerce de ressources locales. En outre, en préconisant l'autosuffisance, le pays participe à supprimer et réduire les intermédiaires.

Ainsi, la Somalie comprend le processus d'intégration régionale en Afrique pouvant permettre d'élargir les marchés et les échanges, cependant n'ayant pas le même régime politique que ses états voisins ni la même vision de l'Islam, elle pense que ce processus est en contradiction avec la politique actuelle de son pays. En effet, la délégation somalienne, tenant à préserver la souveraineté nationale et cherchant à limiter les influences extérieures, préfère défendre une approche qui ne compromet pas ses principes fondamentaux.

En parallèle, la Somalie conçoit l'urgence de l'arrivée des migrants sur son territoire et souhaite fortifier ses frontières afin de réguler ces flux et d'éviter toutes sortes de pressions sur ses services de santé, d'éducation et sur son marché de l'emploi. De plus, elle juge que ces flux migratoires constituent une réelle menace à la sécurité nationale et pourraient favoriser le développement d'idées contraires à ses valeurs. Ainsi donc, la Somalie estime que ces contrôles permettent la lutte contre l'infiltration de groupes extrémistes au sein de son territoire mais affirme toutefois qu'ils ne sont ni synonyme de renfermement, ni de cloisonnement.

En conclusion, la Somalie est favorable à une forme de protectionnisme, permettant la protection contre la concurrence et l'influence étrangère, la diminution de la dépendance à l'importation, l'augmentation de la sécurité économique du pays et la préservation des traditions somaliennes.